



Solidarité avec les peuples d'Iran

La guerre déclenchée le 12 juin dernier par l'État d'Israël contre la République Islamique d'Iran, avec le soutien des Etats-Unis, plonge encore davantage la région dans le chaos et l'incertitude. Alors qu'un cessez-le-feu fragile est actuellement en place, le collectif intersyndical français de défense des travailleurs en Iran en concertation avec l'association Solidarité Socialiste avec les Travailleurs en Iran (SSTI), dénonce des bombardements illégitimes et illégaux.

Plus de 1 200 Iraniennes et Iraniens ont trouvé la mort dans ces bombardements et parmi eux une immense majorité de civils. La répression interne n'a pas faibli, bien au contraire. Aujourd'hui, au nom de la chasse aux espions, le régime multiplie les arrestations arbitraires et les exécutions.

Nous réaffirmons notre soutien aux peuples d'Iran dans leur lutte pour la liberté et la démocratie et la justice sociale. Nous insistons sur l'importance du respect des droits humains fondamentaux.

Il revient aux iraniennes et aux iraniens de décider de leur avenir. Le changement en Iran ne pourra venir que de l'intérieur : aucune intervention militaire extérieure ne rendra aux peuples d'Iran la juste liberté qu'ils méritent.

Le 23 juin, la prison d'Evin à Téhéran a été la cible d'un bombardement israélien, causant la mort d'au moins 79 personnes, dont de nombreux détenus. Aucune information officielle ne permet d'identifier les victimes : prisonnier·ères, proches en visite, personnels de la prison ou habitant·es du quartier. Les semaines précédant l'attaque avaient été marquées par des transferts de nombreuses·x prisonnier·ères dans des prisons encore plus sordides. Ainsi, environ 3 000 prisonniers ont été transférés à la prison du Grand Téhéran tandis que les femmes en détention ont été envoyées à la prison de Qarchak.

Toutes et tous subissent une dégradation dramatique des conditions de détention (manque d'eau, de nourriture, d'hygiène, d'accès aux soins). Nous exprimons notre profonde inquiétude à l'annonce des nouvelles charges extrêmement graves portées contre Cécile Kohler et Jacques Paris, détenu·es en Iran depuis plus de trois ans. Les accusations d'« espionnage pour le Mossad », de « complot contre le régime » et de « corruption sur terre » – cette dernière étant passible de la peine de mort – suscitent une vive émotion et une grande préoccupation. Nous appelons les autorités françaises à redoubler d'efforts pour assurer la protection de Cécile Kohler et Jacques Paris, obtenir leur libération rapide, et garantir le respect de leurs droits fondamentaux.

Nous condamnons fermement toute attaque militaire menée en violation des traités et conventions internationales. Nos organisations syndicales continueront de dénoncer le harcèlement visant celles et ceux qui, en Iran, luttent pour la liberté, la justice sociale et les droits syndicaux.

Face à la violence du régime et contre la guerre, la solidarité internationale est plus que jamais indispensable.

Libération immédiate des syndicalistes et prisonniers d'opinion en Iran !

Arrêt de la répression !

Soutien aux revendications sociales et démocratiques des iraniennes et iraniens !

Paris, le 8 juillet 2025